

# « LIBRE DE DÉCIDER, #LIBREDENOSCHOIX » COMMENT GARANTIR L'ACCÈS UNIVERSEL À LA SANTÉ ET AUX DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS, CONDITION ESSENTIELLE DE L'ÉMANCIPATION DES FEMMES ET DES FILLES

**Mercredi 13 Mars 2019, 11.30-12.45**

**Salle de conférence CR11, siège des Nations Unies**

## Événement parallèle à la CSW63

Cet événement est organisé par International Planned Parenthood Federation [IPPF], le Planning Familial [France] et le mouvement global SheDecides avec le soutien de la Coordination française et suédoise pour le lobby européen des femmes et de la Fondation Jean Jaurès

## Objectifs

**Comment les systèmes de protection sociale et de santé publique peuvent-ils mieux garantir et protéger les droits sexuels et reproductifs, dans le monde, et particulièrement dans les pays en transition économique et sociale?**

## Intervenantes :

- **Mme Marlène SCHIAPPA**, Secrétaire d'état chargée de l'Égalité entre les Femmes et les Hommes et de la Lutte Contre les Discriminations, France
- **Mme Åsa LINDHAGEN**, Ministre de l'Égalité des Genres, Suède
- **Mme Hélène ILBOUDO-MARSHAL**, Ministre de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille, Burkina Faso
- **Mme Lorence KABASELE BIRUNGI**, SheDecides, République Démocratique du Congo
- **Mme Alice ACKERMANN**, Youth Sexual Awareness For Europe (YSAFE), France
- **Mme Pamela MARTIN-GARCIA**, « Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito », Argentina
- **Mme Clara BERGLUND**, Le Lobby Suédois des Femmes

## Des intervenantes et des experts présenteront leurs points de vue sur:

- Les défis et les bonnes pratiques pour assurer et protéger la santé et les droits sexuels et reproductifs;
- Le lien entre une approche de la protection sociale fondée sur les droits humains et le plein accès aux droits sexuels et reproductifs;
- Les défis de l'éducation sexuelle et l'accès à des informations précises et pertinentes;
- Comment les systèmes de santé innovants garantissent l'accès au choix et aux services de santé sexuelle «au plus près des femmes»;
- Le cadre juridique et social de l'avortement et ses développements législatifs pour un accès sécurisé et dépénalisé.

## Contexte

La campagne mondiale SheDecides a été lancée fin janvier 2017 par les Pays-Bas et a été rapidement rejointe par plus de 50 pays et de nombreuses organisations. Ceci fait suite à la décision de la nouvelle administration des États-Unis de suspendre toute aide financière aux ONG étrangères qui agissent, préconisent ou seulement fournissent des informations sur l'avortement.

Le but est de compenser autant que possible les conséquences négatives de l'interruption du financement des ONG internationales soutenant l'avortement. Dans le même temps, le mouvement SheDecides a rappelé que l'interdiction ou la pénalisation de l'avortement ne conduit pas à une réduction des avortements, mais à des pratiques plus irresponsables dans des lieux clandestins et à une mortalité maternelle accrue.

Les droits sexuels sont une composante des droits humains, qui contribuent à la liberté, à l'égalité et à la dignité de toutes les femmes et de tous les hommes de la planète. Ils font partie des objectifs de développement durable (ODD), en tant que droit fondamental de choisir son partenaire, de choisir si, quand et combien d'enfants on veut, et de le faire, d'avoir accès aux informations nécessaires et aux services de contraception et d'avortement, adaptés aux jeunes, ainsi qu'à une éducation sexuelle intégrée.

Afin d'atteindre le meilleur état de santé possible, chacun doit être capable de faire un choix dans sa vie sexuelle et procréative et se sentir confiant et en sécurité à exprimer son orientation sexuelle ou son identité de genre sans crainte ni contrainte. Il ne peut y avoir de réflexion sur le développement de la population sans intégrer cette approche. Il est important de souligner les progrès réalisés dans ce domaine depuis les conférences du Caire (1994) et de Beijing (1995), ainsi que ceux qui restent à accomplir pour que ces progrès soient universels.

Mais aujourd'hui, la discrimination, la stigmatisation, la peur et la violence sont de véritables menaces pour beaucoup. L'accès à ces droits est encore et toujours un problème pour les jeunes, les filles et les garçons, les femmes et les personnes vulnérables, en particulier les femmes migrantes et les personnes handicapées...: l'insuffisance de centres d'accueil et les fermetures d'établissements de santé, l'insuffisance de professionnels de la santé, de travailleurs sociaux, de contraceptifs et de matériel, et les pressions familiales, culturelles et religieuses. Ces menaces empêchent beaucoup de gens de jouir de leurs droits et de leur santé sexuelle.

La France et la Suède se sont mobilisées aux côtés de l'IPPF pour soutenir le mouvement SheDecides. L'accès des femmes et des filles aux droits sexuels et reproductifs et à la santé est un élément fondamental de leur diplomatie féministe. La Suède et la France se sont engagées, avec leurs alliés et leurs partenaires volontaires, à tout mettre en œuvre pour garantir un accès libre et protégé à ces droits pour toutes les femmes et les jeunes en Europe et dans le monde.